



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATRIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

journal des Débats

Commissions parlementaires

Commission permanente de la culture

Étude des crédits du ministère des Communications (3)

Président: M. Richard Guay

Le mardi 10 avril 1984 - No 5

QUÉBEC

Table des matières

Société de radio-télévision du Québec (Radio-Québec)	CC-131
Négociations avec les employés	CC-137
Bulletin de nouvelles	CC-139
Débats parlementaires	CC-140
Commandite de prestige	CC-143
Régionalisation	CC-144
Éducation des adultes	CC-148

Intervenants

M. Richard French, président

M. Jean-François Bertrand

M. Réjean Doyon

M. Jean-Paul Champagne

M. Jérôme Proulx

M. Michel Gauthier

M. Raymond Brouillet

* M. Jacques Girard, Radio-Québec

* Témoin interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 30 \$ par année pour les débats de la Chambre
30 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires

Chèque rédigé à l'ordre du ministre des Finances et adressé à
Éditeur officiel du Québec
Diffusion commerciale des publications gouvernementales
1283, boulevard Charest-Ouest
Québec G1N 2C9
Tél. (418) 643-5150

0,75 \$ l'exemplaire - Index 5 \$ en vente au
Service des documents parlementaires
Assemblée nationale
Édifice H - 4e étage
Québec G1A 1A7

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le mardi 10 avril 1984

Étude des crédits du ministère des Communications

(Vingt heures dix minutes)

Le Président (M. French): À l'ordre, s'il vous plaît!

La commission permanente de la culture entreprend l'étude des crédits du ministère des Communications. J'inviterais les membres de la commission à prendre place.

M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) est absent; M. Brouillet (Chauveau) va venir; M. Champagne (Mille-Îles) est présent; M. Dauphin (Marquette) est absent; M. Doyon (Louis-Hébert) est présent; M. French (Westmount) est présent; M. Gauthier (Roberval) est présent; M. Hains (Saint-Henri) est absent; Mme Lachapelle (Dorion) est présente; M. Proulx (Saint-Jean) est présent. Nous avons donc quorum.

Je veux, très brièvement, rappeler aux membres de la commission que, si nous avons une séance de travail qui dure presque deux heures ce soir, plus de deux heures la semaine prochaine, il nous restera quand même quarante à cinquante minutes pour étudier les crédits des Communications à un autre moment. Il faudra, M. le ministre et MM. les membres de la commission, trouver ce bout de temps. Je signale à la secrétaire que j'aimerais qu'elle mentionne aux deux leaders parlementaires, ainsi qu'au ministre le fait que l'enveloppe de temps ne sera pas épuisée. Il nous faut, en plus des deux heures d'aujourd'hui et des deux heures de la semaine prochaine, quarante à cinquante minutes de plus avant d'en avoir fini avec l'étude des crédits du ministère des Communications. M. le député de Louis-Hébert.

M. Doyon: S'il m'était permis de faire une suggestion dès maintenant: la possibilité qui pourrait être explorée, c'est que, mardi prochain, on puisse, compte tenu de la disponibilité de tout le monde, dépasser 22 heures éventuellement. On pourrait considérer cette chose de façon à liquider l'étude de ces crédits à la dernière séance, le 17 avril, mardi prochain, si la chose était possible. En tout cas, je le soumets comme cela.

Le Président (M. French): L'idée est donc lancée que mardi soir, c'est-à-dire dans une semaine, on continue jusqu'à la fin de notre enveloppe de temps; la commission poursuivrait alors ses travaux jusqu'à 23 heures. Cela va. M. le député de Mille-Îles.

M. Champagne (Mille-Îles): La semaine passée, lorsqu'on s'est quittés, il restait quatre heures.

Le Président (M. French): Non, il ne restait pas quatre heures, M. le député.

M. Champagne (Mille-Îles): Il restait plutôt 4 heures et 40 minutes.

Le Président (M. French): On avait l'impression qu'il restait quatre heures, mais la secrétaire, en regardant cela à tête froide, nous apprend qu'il reste une autre demi-heure ou trois quarts d'heure.

M. Champagne (Mille-Îles): On va quand même se rallier à la proposition que, mardi de la semaine prochaine, on épuise le temps.

Le Président (M. French): M. le ministre, est-ce que cela vous convient de terminer mardi prochain?

M. Bertrand: M. le Président, j'ai malheureusement tenu pour acquis que je raterais probablement quelques-unes des rencontres entre les Nordiques de Québec et le Canadien de Montréal. J'en fais mon deuil.

Société de radio-télévision du Québec (Radio-Québec)

Le Président (M. French): M. le ministre, ayant tout simplement une allégeance extrêmement partagée entre les deux équipes, c'est aussi bien que vous ne soyez pas là, de toute façon.

Nous allons, ce soir, commencer avec, je crois, le programme 8. Je n'ai pas la ventilation devant moi. Nous commençons donc ce soir avec l'étude du programme 8 du ministère des Communications, lequel concerne Radio-Québec. Puisqu'il a été question de Radio-Québec dans les commentaires préliminaires du ministre et, dans une certaine mesure, dans ceux du porte-parole de l'Opposition, nous pouvons, je crois, commencer par les questions des députés. M. le ministre.

M. Bertrand: M. le Président, je comprends très bien l'intérêt que les parlementaires portent à Radio-Québec et leur volonté de poser le maximum de questions au président-directeur général de

Radio-Québec ou au ministre des Communications.

Quant à moi, je vous proposerais que le président-directeur général de Radio Québec, qui vient d'entrer en fonction il y a à peine quelques mois, puisse tout de même faire **une** brève présentation - j'en ai pris connaissance, il ne s'agit pas d'une longue présentation - et que, sur la base de cette présentation, incluant, bien sûr, les documents qui ont été transmis aux membres de la commission, nous puissions engager dès lors la discussion.

Le Président (M. French): M. le ministre, une telle intervention demande le consentement de tous les membres de la commission. Y a-t-il consentement pour que M. Jacques Girard, qui est le nouveau P.-D.G. de Radio-Québec, ancien sous-ministre de l'Éducation, quelqu'un que nous connaissons tous, y aille avec sa présentation de cinq ou dix minutes, quelque chose de cet ordre?

M. Bertrand: C'est le gros maximum.

Le Président (M. French): Y a-t-il consentement?

Des voix: Oui.

M. Doyon: M. le Président, il y a, évidemment, consentement là-dessus. Ce que je comprends, c'est que M. Girard va faire une déclaration sur le fonctionnement en général de Radio-Québec, son organisation interne, sa structure, etc. Évidemment, la question des politiques, la question des orientations fondamentales demeurent sous la juridiction du ministre qui est responsable de ces questions.

Le Président (M. French): Oui, M. le député de Mille-Îles.

M. Champagne (Mille-Îles): Au point de vue de certaines informations pertinentes, sans parler de politique globale, je pense que notre invité, M. Girard, pourrait certainement répondre sur des détails techniques et donner des sources d'information ou de l'information. Est-ce que je rejoins l'idée du député de Louis-Hébert dans ce sens?

M. Doyon: C'est à peu près ce que j'ai dit.

M. Champagne (Mille-Îles): D'accord. Je pense qu'on s'entend sur ce sujet.

Le Président (M. French): M. Girard.

M. Girard (Jacques): M. le Président, je vous remercie, de même que les membres de

la commission de m'autoriser à faire une brève présentation. C'est une présentation écrite, mais qui, dans mon esprit et dans celui de la direction générale de Radio-Québec, résume bien la situation dans laquelle nous sommes et dégage, pour l'avenir, des voies relativement précises et des perspectives que nous pourrions discuter plus longuement avec les membres de la commission dans les minutes qui suivront.

Nous sommes loin de l'époque où Radio-Québec était encore une réalité plutôt vague, loin des réalités de la vie quotidienne des Québécois, loin de l'époque où beaucoup de Québécois croyaient que Radio-Québec était un poste de radio qui avait pignon sur rue à Québec, loin aussi du temps où des blagueurs disaient que cette télévision éducative offrait des séries ennuyantes, illustrées de diapositives et consacrées à l'étude des poignées de porte, une télévision du réchauffé qui, pour comble d'ennui, offrait un programme constitué de reprises. Radio-Québec est devenue "l'autre télévision" qui réunit devant son écran chaque semaine près de la moitié de la population francophone du Québec, c'est-à-dire 48%, venant de toutes les classes de la société.

Ses 2 362 000 téléspectateurs, qui nous regardent en moyenne plus de deux heures par semaine, se disent plus satisfaits de "l'autre télévision" que des autres diffuseurs québécois. Si la croissance de notre auditoire, cette année, est un indice de l'appréciation du public québécois, nous pouvons parler d'une véritable cote d'amour, car l'auditoire de Radio-Québec a fait, en 1983-1984, un bond prodigieux de pas moins de 29%, pour passer de 1 833 000 à 2 362 000 téléspectateurs. Dans certaines régions, cette croissance a même été de plus de 60%.

En dépit de la concurrence grandissante de la part des grandes chaînes de télévision francophones, de la télévision française au Québec, de la télévision à péage et, en dépit de la popularité croissante des télévisions américaines, Radio-Québec n'a cessé de conquérir de l'auditoire. La performance de Radio-Québec est due sans doute à la pertinence, à la diversité et à l'attrait de nos émissions. Elle est aussi, en grande partie, attribuable à l'image de dynamisme et d'audace que nous projetons.

Pour les téléspectateurs québécois, "l'autre télévision" est vraiment différente des télévisions traditionnelles, car elle est aussi la télévision de la Ligue nationale d'improvisation, des grands débats populaires entre la France, la Suisse et le Québec dans le cadre de l'émission Agora; elle est la télévision qui offre une programmation entièrement nouvelle pour le temps des fêtes, qui est aussi la seule à offrir une programmation d'été novatrice avec Station Soleil, qui offre une programmation spéciale

pour la semaine des femmes et qui a présenté en stéréo le gala du centenaire du Metropolitan Opera de New York.

"L'autre télévision" a aussi développé une émission quotidienne originale et efficace de services, Téléservice, et la dramatique d'information SOS j'écoute.

Pour de nombreux Québécois et aussi pour nos collègues des autres télévisions, Radio-Québec est véritablement une autre télévision; non pas une télévision marginale qui étudie, comme je le disais plus tôt, les poignées de porte, mais plutôt une télévision imaginative, dynamique, proche des préoccupations des gens et vraiment de chez nous. Je me permets de signaler que la seule émission francophone du Canada retenue cette année pour la conférence internationale des télévisions publiques, Input, est une émission de Radio-Québec, La Soirée de l'impro.

La préoccupation des responsables et artisans de notre télévision n'est pas de faire autre pour le plaisir d'être différent, ni de chercher les plus grosses cotes d'écoute pour suivre les grandes chaînes de télévision, mais de concevoir, de produire et de présenter une programmation authentiquement éducative et culturelle, accessible et attrayante pour l'ensemble de la population et susceptible d'enrichir le menu télévisuel des téléspectateurs. Radio-Québec fait de la vraie télévision et plus de la moitié des Québécois sont déjà au rendez-vous.

Même si l'image que je viens de vous décrire de Radio-Québec paraît fort positive, elle comporte aussi des ombres. D'abord, nous ne voulons pas nous contenter de la présence de la moitié des Québécois devant notre écran, ni de leur consommation d'un peu plus de deux heures par semaine de notre programmation. Notre préoccupation est de rendre nos émissions de plus en plus accessibles et attrayantes à la grande majorité des citoyens qui paient pour cette télévision, et nous espérons les inciter à la fréquenter davantage. Nous voulons enfin poursuivre l'exploration de nouvelles formules et approches au sein de nos émissions afin d'assurer que Radio-Québec demeure "l'autre télévision".

Il y a, toutefois, une autre préoccupation constante pour les responsables de "l'autre télévision", préoccupation qui vous habite aussi, et qui explique en grande partie notre présence ici aujourd'hui, soit celle de l'efficacité ou de la productivité de cette télévision. Radio-Québec diffuse cette année environ 4500 heures d'émissions destinées non seulement au grand public, mais aussi à la clientèle scolaire, ainsi qu'au public de l'éducation permanente. Au chapitre de la production maison, signalons que le nombre d'heures produites par Radio-Québec cette année est de 534 pour le réseau, plus 180 pour les régions, ce qui fait un total de 714

heures en comparaison de 499 heures-réseau, plus 129 heures-région en 1982-1983, pour un total, à l'époque, de 628 heures. Il s'agit donc là d'une croissance de 86 heures, soit de 14% en un an et ce, en regard d'une augmentation de 4,4% de la subvention gouvernementale. Cette croissance significative du nombre d'heures produites se reflète, évidemment, dans les coûts horaires. Une heure de production maison de Radio-Québec pour la saison en cours coûte 37 800 \$ en comparaison de 39 200 \$ pour la saison dernière.

Regardons maintenant notre rentabilité par les yeux du téléspectateur contribuable: combien lui coûte une heure de programmation par semaine à l'écran de Radio-Québec? Le coût d'une heure de programmation effectivement consommée par téléspectateur par semaine est, cette année, de 0,20 \$, en comparaison de 0,32 \$ l'heure il y a cinq ans. Notre téléspectateur peut donc aller au cinéma à Radio-Québec pour 0,30 \$, recevoir les dernières informations de service en éducation, économie, consommation et santé pour moins de 0,10 \$ la demi-heure. Radio-Québec est non seulement une télévision grandement appréciée par les Québécois, dynamique dans le domaine de la télévision, mais elle est aussi de plus en plus économique pour le téléspectateur à la recherche d'information, de culture et de stimulation.

Toutefois, nous ne nous contenterons pas des résultats de rationalisation et de croissance de la productivité que nous avons obtenus jusqu'ici. Nous chercherons systématiquement à rendre notre télévision de plus en plus efficace et, partant, de plus en plus rentable. Afin d'atteindre ces buts, nous avons mis sur pied un comité chargé d'étudier et de proposer des moyens de rationalisation des activités dans le domaine de la technique et de la production.

Les nouveaux défis en 1984-1985. Radio-Québec est, j'en suis convaincu, en excellente santé. Toutefois, comme télévision de masse et comme service public, nous sommes condamnés au progrès et à la qualité. Dans cette perspective, nous sommes confrontés à de nouveaux défis importants. J'aimerais évoquer ici devant vous les principales invitations que nous lance l'avenir immédiat. Premièrement, la diversification de nos services télévisuels. Notre programmation actuelle répond de façon importante et pertinente aux grands objectifs que nous fixe notre mandat tel que décrit dans la Loi sur la programmation éducative. Il y a, toutefois, des enrichissements que nous voulons lui apporter. Dès la saison 1984-1985, c'est-à-dire la saison prochaine, nous améliorerons notre présence à l'actualité quotidienne en information et en affaires publiques. Notre expérience en cette matière dans le cadre de notre émission estivale Station Soleil nous

incite à développer une présence quotidienne originale et attrayante à l'actualité dans les domaines politique, économique, social et culturel. Nous voulons également enrichir notre contribution à la culture québécoise par une présence plus importante en dramatique québécoise et, de façon générale, par une présence plus importante à la créativité culturelle dans plusieurs domaines.

Un autre service télévisuel que nous souhaitons élargir dès la prochaine saison est celui offert en éducation permanente. Nous chercherons une collaboration plus active avec le ministère de l'Éducation, les universités, les cégeps, les commissions scolaires et les autres institutions en vue de l'élaboration d'une programmation "instructionnelle ou scolaire", entre guillemets, plus importante à l'intention de l'éducation de façon générale.

Le deuxième objectif: une plus grande symbiose entre les programmations du réseau et les programmations des régions. Radio-Québec en région est, pour nous, un acquis important, voire indispensable. Le dynamisme des régions, ainsi que la perspective des Québécois des quatre coins du Québec sont essentiels à la programmation de Radio-Québec. Il n'y a, toutefois, pas dix Radio-Québec, mais une seule Radio-Québec. Pour que cette Radio-Québec, unique et multiple à la fois, soit une réalité bien vivante, il faudra assurer, au cours des prochaines années, une symbiose plus grande entre Montréal et les autres régions. Cette symbiose devra se traduire par la concertation au sujet de la programmation-réseau, par des contributions collectives originales et pertinentes et par une grille de programmation attrayante et diversifiée, de grande qualité, constituée d'émissions-réseau et de contributions régionales. Nous aurons également à promouvoir une présence régionale qui reflète davantage le poids relatif des régions. Nous avons mis sur pied un comité chargé de faire le point sur la collaboration entre le réseau et les régions et de faire des recommandations visant à assurer une symbiose plus dynamique entre les partenaires.

Le troisième objectif: la rationalisation des activités dans le domaine de la programmation télévisuelle au Québec. Plusieurs instances gouvernementales et paragouvernementales produisent ou font produire des documents télévisuels à vocation éducative dont certains sont destinés à une diffusion très large. Nous souhaitons promouvoir une rationalisation de la production télévisuelle éducative au Québec en collaboration directe avec le ministère de l'Éducation, ainsi que d'autres ministères concernés. Une meilleure planification et concertation assurera un meilleur impact auprès des auditoires visés et une utilisation plus rationnelle des ressources. Un groupe de

travail composé de représentants de Radio-Québec et de la Direction générale des moyens d'enseignement du ministère de l'Éducation prépare en ce moment des propositions concrètes concernant la rationalisation de la production télévisuelle éducative des deux institutions.

Le quatrième objectif: l'accroissement des revenus autonomes. Le coût sans cesse croissant de la production et aussi de l'acquisition de documents de qualité et les limites des subventions gouvernementales nous ont amenés, depuis quelques années, à chercher de nouvelles sources de financement pour combler les manques à gagner. Dans cette perspective, nous avons eu recours, depuis quatre ans, à la commandite de prestige. Près d'une vingtaine d'entreprises et d'institutions ont souscrit depuis quatre ans à plus d'une vingtaine d'émissions et séries. Les prévisions de revenus de la part de ces commanditaires pour la saison en cours sont de l'ordre de 700 000 \$. La notoriété positive de Radio-Québec auprès du public, ses cotes d'écoute de plus en plus élevées, un contexte économique plus favorable, ainsi qu'une meilleure connaissance des attentes des entreprises alliée à une meilleure planification et organisation du marketing à Radio-Québec nous incitent à développer des stratégies nouvelles et dynamiques visant à maximiser les sources de revenus autonomes. Nous devons toutefois faire preuve d'un grand réalisme à cet égard. En effet, cette nouvelle forme de publicité institutionnelle que constitue la commandite de prestige à l'écran de Radio-Québec coûte cher aux souscripteurs compte tenu du nombre et de la durée des mentions, ainsi que de l'auditoire rejoint. La gamme de produits offerts par Radio-Québec n'est pas toujours facile à vendre et les budgets de publicité institutionnelle des entreprises ne sont pas considérables. Nous voulons, toutefois, aller de l'avant sur la voie de la commandite de prestige, mais les défis sont de taille.

(20 h 30)

Le cinquième objectif ou la cinquième réalité: une concurrence accrue dans le marché de la télévision au Québec. Comme je vous l'indiquais plus tôt, Radio-Québec n'est pas une télévision marginale qui vit dans la sécurité d'un environnement éducatif et culturel bien protégé, avec un auditoire d'élite, de fidélité indéfectible. Bien au contraire, "l'autre télévision" est une solution de rechange attrayante et efficace pour l'ensemble de la population. Les émissions de Radio-Québec sont consommées dans le même environnement du foyer que celles des autres diffuseurs et subissent les mêmes contraintes de la concurrence et des habitudes d'écoute. Le défi que constituent les autres diffuseurs est un stimulant utile pour Radio-Québec qui, en fin d'analyse, ne peut que profiter à nos téléspectateurs. Ce

défi risque, toutefois, de devenir plus grand au cours des prochaines années avec la venue possible, maintenant annoncée, d'une autre chaîne commerciale et de la programmation toujours possible de Radio-Canada 2. Nous aurons à développer des stratégies pour assurer le maintien de notre présence importante dans le menu des téléspectateurs québécois.

Sixièmement: le développement en fonction des nouvelles technologies. Les nouvelles technologies qui se sont développées depuis quelques années ont une influence profonde sur les méthodes de production, sur l'imagerie des émissions de télévision, sur la diffusion, la distribution et le prolongement des émissions. Nous aurons recours à certaines de ces technologies pour des fins de production, certes, mais d'autres seront particulièrement pertinentes en regard de notre vocation éducative. Nous aurons, notamment, à étudier le rôle que nous pourrions, nous devrions jouer dans le développement de logiciels à caractère éducatif et dans l'utilisation de la télématique. La télévision éducative de l'Ontario, ainsi que PBS aux États-Unis jouent dans ce domaine déjà un rôle très actif. Nous ne pouvons pas, de notre côté, négliger les développements nécessaires.

Septième et dernier point: l'évolution dans le domaine des relations du travail. "L'autre télévision" n'a pas trouvé sa personnalité, son originalité et son dynamisme par hasard. Ses traits, ainsi que la qualité générale de la programmation sont le fruit d'un travail d'équipe à Radio-Québec. Cette équipe, constituée d'employés permanents et occasionnels, regroupe environ 850 personnes oeuvrant dans toutes les professions et tous les métiers reliés directement ou indirectement à la télévision. La programmation et la performance de Radio-Québec sont des résultats de leurs efforts, de leur imagination, de leur énergie et de leur loyauté. C'est ensemble que nous aurons à trouver des voies qui nous conduiront à encore plus d'efficacité, à une rentabilité de mieux en mieux établie. Un des moyens essentiels pour arriver à cette efficacité est la rationalisation constante de nos processus de production et de gestion. Nous avons déjà décrit ces défis à nos syndicats. Nous leur avons déclaré que nos objectifs pour les années à venir étaient ni d'augmenter le personnel permanent ni d'augmenter les coûts de production.

En conclusion, après quinze ans d'existence, je crois que nous pouvons affirmer avec une certaine fierté que "l'autre télévision" est en bonne santé. Elle ne jouit pas, toutefois, de la tranquille possession de la formule de la réussite, ni encore moins de ressources financières et techniques sûres et généreuses. Radio-Québec est en quelque sorte condamnée à une

qualité exigeante et à une évolution constante. Nous avons l'intention de présenter, au cours de l'automne, un document d'orientation pour notre télévision, qui indiquera les pistes sur lesquelles nous souhaitons nous engager au cours des prochaines années. Ces pistes d'évolution toucheront, il va de soi, notre télévision, mais elles seront souvent dépendantes des options du gouvernement, notamment en ce qui regarde notre financement. Vous et nous aurons alors des choix à faire. Je suis confiant qu'ils assureront une évolution positive de ce service public unique que constitue "l'autre télévision". Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. French): Merci, M. le président de Radio-Québec. M. le député de Louis-Hébert.

M. Doyon: Merci. Tout en voulant remercier M. Girard, je porte à votre attention, M. le Président, qu'il a consacré au-delà d'une vingtaine de minutes à une présentation fort agréable à entendre, qui est de la nature de la défense et de l'illustration de Radio-Québec. Sauf que je me demande si, dans l'esprit dans lequel doit siéger cette commission quand elle examine les crédits d'un organisme comme Radio-Québec, il est vraiment de mise que nous procédions de cette façon. Je n'avais pas d'objection à donner mon consentement. Vous aviez dit vous-même, M. le Président, qu'une dizaine de minutes cela semblait être un maximum. Or nous avons passé au-delà de vingt minutes là-dessus.

Ce que je veux porter à votre attention, M. le Président, c'est qu'en procédant de cette façon nous enlevons aux parlementaires une certaine opportunité de poser les questions qui leur conviennent sur les sujets qui leur conviennent. Le bilan que vient de faire M. Girard, pour lui, peut être gratifiant. Mais pour autant que je suis concerné, pour l'Opposition, il y a un certain nombre de questions que je désirerais poser et qui, par la force des choses, ont dû passer au second plan, compte tenu du temps qui a été consacré à la présentation de M. Girard.

Je passerai immédiatement aux questions, M. le Président, pour ne pas prendre plus de temps là-dessus. J'aimerais que le ministre nous explique, aussi brièvement que possible, quels sont les principaux facteurs auxquels il attribue l'augmentation budgétaire, l'augmentation des crédits de 54 565 000 \$ à 56 855 000 \$. Quels sont les facteurs principaux qui motivent cette augmentation des crédits?

M. Bertrand: Essentiellement, M. le Président, un montant réel de crédits nouveaux de 400 000 \$ pour la production

régionale à Radio-Québec; tout le reste, ce ne sont que des ajustements mécaniques. C'est ce qui fait, d'ailleurs, qu'on constate qu'il y a une très faible augmentation du budget de Radio-Québec en 1984-1985 par rapport à 1983-1984. Cela passe de 54 600 000 \$ à 56 900 000 \$. C'est une augmentation infime. Seul un budget de 400 000 \$ est ajouté en crédits réellement nouveaux pour permettre d'accentuer la production en région.

M. Doyon: M. le ministre, est-il exact qu'il y avait eu des propositions de la part du Conseil du trésor qui visaient à diminuer, effectivement, les crédits devant être alloués à Radio-Québec, cette diminution devant être de l'ordre de 1 500 000 \$. À ce que vous sachiez, y a-t-il eu une telle proposition du Conseil du trésor?

M. Bertrand: Comme tous les ministères et les organismes gouvernementaux, Radio-Québec s'est vu transmettre par le Conseil du trésor un plan de rationalisation des ressources qui impliquait ce qu'on pourrait appeler une compression budgétaire, comme cela a été le cas, d'ailleurs, au ministère des Communications pour un montant d'environ 2 600 000 \$. Or, à Radio-Québec, le même type de demande a été acheminé et, quand on regarde le budget 1984-1985, on doit tenir compte à la fois de cette augmentation dont j'ai parlé tantôt, de 54 600 000 \$ à 56 900 000 \$, et, bien sûr, des compressions budgétaires que Radio-Québec a dû assumer au cours de l'exercice financier 1983-1984. Pour un montant de...?

M. Girard: Les coupures budgétaires que nous avons dû assumer en 1983-1984 étaient de l'ordre de 1 800 000 \$; pour la prochaine année, les compressions budgétaires que nous devons assumer sont de l'ordre de 500 000 \$.

M. Doyon: Ces compressions budgétaires de 500 000 \$ pour l'année 1984-1985 se situent à quel niveau, dans quel domaine?

M. Girard: Nous n'avons pas encore terminé la préparation du budget. Nous commençons au cours de la semaine prochaine une tournée budgétaire qui va nous amener à rencontrer chacune des directions et chacun des services. Notre volonté est de faire en sorte que les coupures portent davantage dans le secteur - comment je dirais - des infrastructures de Radio-Québec pour maximiser le transfert des sommes vers le secteur de la production. Ce sont les orientations qui ont été transmises à chacun des directeurs et directrices de service. Donc, la volonté est de poursuivre la rationalisation, de maintenir le nombre d'employés à son niveau actuel et, si

possible, de le réduire un peu, de maximiser nos efforts dans le domaine de la rationalisation de la gestion et de transférer le plus d'argent possible vers la programmation.

M. Bertrand: M. le Président, je crois que le député de Louis-Hébert le sait probablement, c'est toujours assez difficile d'établir des comparaisons quand on parle des budgets de Radio-Québec puisque l'année financière de Radio-Québec commence le 1er septembre et se termine le 31 août, alors qu'effectivement notre année budgétaire, au gouvernement du Québec, commence le 1er avril et se termine le 31 mars. Il y a toujours, comme cela, des comparaisons qui doivent être faites en tenant compte, bien sûr, de deux bases budgétaires différentes.

M. Doyon: M. le ministre, j'aimerais vous ramener à l'automne dernier où vous promettiez un énoncé de politique nationale sur les communications pour le printemps prochain, en parlant du moment où on est rendu actuellement.

J'aimerais vous entendre sur ce qu'il en est de cet énoncé de politique nationale sur les communications. Est-ce que vous pouvez nous en faire part? Est-ce que c'est un document qui sera rendu public prochainement? Est-ce qu'il y a de la consultation là-dessus et comment procédez-vous exactement?

M. Bertrand: Il en est exactement ce que j'en disais dans ma présentation de vendredi dernier. Cela se retrouve au journal des Débats. C'était présenté de la façon suivante: "Ces messages - parlant des messages qui nous ont été transmis au sommet sur les communications - nous ont indiqué de façon claire qu'une politique nationale des communications doit être absolument axée sur l'action, privilégiant une approche terrain beaucoup plus qu'une approche théorique qui risquerait de couler dans le béton des principes qui peuvent se révéler trop imperméables aux changements." Un peu plus loin je disais: "La politique québécoise des communications sera donc beaucoup plus un plan d'action qui épousera les réalités du terrain qu'une politique nationale au sens traditionnel du terme, qui, même bien figlée, a tendance à effleurer les cimes de la raison raisonnable au détriment parfois du pays réel." Voilà où elle en est.

M. Doyon: Cela me paraît bien mince, M. le ministre...

M. Bertrand: Mais clair.

M. Doyon: ...compte tenu de ce que vous annoncez et de ce que vous

promettiez. Vous me permettez de vous dire qu'on reste joliment sur notre appétit. Je pense que l'engagement que vous aviez pris au mois d'octobre dernier était plus précis que cela et allait au-delà de cela. Si vous êtes en train de faire machine arrière, c'est une autre question. Vous avez le choix de le faire si vous voulez.

Négociations avec les employés

J'aimerais entretenir brièvement le ministre de ce qui se passe au niveau des employés de Radio-Québec. Au début de novembre 1983, on lisait dans certains journaux que Radio-Québec cherchait à maintenir le statu quo avec ses employés sur l'ensemble des dispositions normatives de la convention collective qu'elle négocie avec le Syndicat général des employés de Radio-Québec.

Est-ce que le ministre pourrait nous informer où en sont les négociations actuellement entre Radio-Québec et ses employés? Est-ce que l'affirmation du ministre, en date du mois de décembre 1983, dans le Devoir, que "Radio-Québec pourrait réaliser son mandat avec la moitié de son personnel en confiant davantage de production à l'entreprise privée", est toujours valable? Est-ce que cette façon de voir les choses influence les négociations qui ont lieu actuellement avec les employés de Radio-Québec?

M. Bertrand: Je dois dire que c'est une déclaration qui a probablement créé une dynamique de négociation dans l'ensemble relativement intéressante. Deuxièmement, je maintiens que si nous devons rebâtir à zéro Radio-Québec, ce qui est, évidemment, une utopie, il est fort probable que nous épouserions un scénario différent pour ce qui est de l'organisation de Radio-Québec en termes de ressources humaines, en termes de ressources matérielles, en termes de ressources financières.

(20 h 45)

Par ailleurs, j'ai bien indiqué - quand on cite l'article du journal Le Devoir au complet, on se rend bien compte que cette déclaration doit être replacée dans son contexte, et vous avez eu l'honnêteté de le faire - que, pour parvenir à réaliser le même type de production que ce que Radio-Québec a réussi à réaliser au cours des dernières années, il faudrait, dans la mesure, évidemment, où nous nous départirions - ce n'est pas notre intention - de certains employés permanents qui oeuvrent à Radio-Québec, confier une bonne partie de la production en sous-traitance, ce qui est déjà, d'ailleurs, le cas pour une partie des productions de Radio-Québec. Évidemment, Radio-Québec doit utiliser toute la créativité et l'imagination des employés permanents

pour faire en sorte, comme le disait tantôt le président-directeur général, que dans une perspective de plus grande rationalisation des ressources nous parvenions à augmenter la productivité de Radio-Québec.

M. Doyon: M. le ministre, dans l'affirmation que vous faisiez, et je cite ici vos paroles, à savoir que "Radio-Québec pourrait fonctionner aussi bien, sinon mieux avec la moitié de ses effectifs", aviez-vous pesé les mots que vous avez employés? Est-ce que vous êtes encore du même avis? Est-ce que vous avez effectivement l'intention d'ajuster les ressources financières, les ressources humaines particulièrement de Radio-Québec en fonction de cette affirmation?

M. Bertrand: Pour rassurer les permanents qui oeuvrent à Radio-Québec et pour rassurer ceux et celles qui, en ce moment, négocient avec la direction de Radio-Québec, je peux indiquer qu'il n'est absolument pas dans l'intention du gouvernement du Québec de confier un mandat à la direction de Radio-Québec pour sabrer dans les ressources humaines existantes et couper de moitié le personnel permanent de Radio-Québec. Il y a des objectifs qui ont été transmis à la direction de Radio-Québec relativement aux négociations qui sont en cours. Comme les négociations sont en cours, je pense qu'à ce stade-ci notre attitude, comme parlementaires et comme ministre des Communications, est de faire en sorte - comment dirais-je - que nous ne venions pas altérer la qualité des négociations qui peuvent se poursuivre en ce moment.

M. Doyon: La compassion du ministre est probablement la bienvenue de la part des employés, mais elle a sûrement soulevé des inquiétudes au moment où il a prononcé ces paroles. Je me demande quand le ministre doit être cru: quand il parle devant cette commission ou quand il fait des déclarations aux journalistes? Il y a comme un problème, c'est sûr.

Je signalerai au ministre qu'il est peut-être compréhensible qu'il fasse des affirmations semblables à celles qu'il a faites, quand on considère plus particulièrement qu'au niveau des cadres et non-syndiqués le total des employés est passé en 1977 de 47 à 105, pour une augmentation de 123,5%. On se retrouve dans une situation où, finalement, le nombre de chefs est extrêmement important par rapport au nombre d'Indiens. Des augmentations semblables me paraissent devoir faire appel à une explication convaincante de la part du ministre. J'aimerais savoir comment il peut défendre une telle augmentation des cadres et non-syndiqués où leur nombre passe de 47

à 105, soit, comme je vous le disais, une augmentation de 123,5%.

M. Bertrand: M. le Président, je voudrais que le président-directeur général rectifie les chiffres avancés par le député de Louis-Hébert. Je ne sais pas sur quelle base se fonde le député de Louis-Hébert pour avancer ces chiffres. Je souhaiterais bien qu'on puisse, dans toute la mesure du possible, éclaircir cette question.

M. Doyon: Ce que je vais vous dire, M. le Président, ce que je vais dire au ministre, c'est que ces chiffres me sont transmis en partant d'un tableau montrant l'évolution et l'identification des augmentations d'effectifs pour la période 1977 à 1982, le tout étant basé, d'après la lettre que j'ai ici en main, sur les rapports d'effectifs que la société, c'est-à-dire Radio-Québec, nous fait parvenir mensuellement. C'est le Syndicat des employés de radio-télédiffusion de Radio-Québec qui me transmet cette lettre en date du 5 avril. Pour simplifier la question, je demanderais au ministre si effectivement il y a 105 cadres et non-syndiqués en 1982 à Radio-Québec, oui ou non.

M. Bertrand: Le chiffre que nous avons, M. le député de Louis-Hébert et M. le Président, est de 74 cadres.

M. Doyon: 74 cadres et non-syndiqués.

M. Girard: C'est-à-dire 74 cadres. Si l'on ajoute le personnel non syndiqué, évidemment, on se rend au chiffre que vous dites, mais on ne peut pas assimiler le personnel non syndiqué à du personnel cadre. Il y a dans le personnel non syndiqué du personnel qui ne se voit pas attribuer des fonctions de cadre. Si l'on parle de façon conventionnelle des cadres, il y a actuellement 74 cadres à Radio-Québec sur un total de 850 employés, lorsque l'on ajoute le personnel permanent au personnel occasionnel.

M. Doyon: En incluant pour les fins de calcul les cadres et les non-syndiqués, même s'ils n'ont pas les mêmes fonctions - et je reconnais avec vous qu'il y a des non-syndiqués qui n'ont pas des fonctions de cadres - est-ce que, effectivement, ce nombre-là est passé, de 1977 à 1982, de 97 à 105?

M. Girard: M. le Président, il faudrait que je vérifie les chiffres. Il y a effectivement eu une augmentation des cadres. Par ailleurs, pour comparer des choses comparables, puisque l'on invoque des statistiques et des augmentations qui vont de l'année 1977 à l'année 1982, il faudrait vérifier pour la même période l'augmentation

des personnels non cadres et non syndiqués. Il y avait eu à l'époque une augmentation. Les années que vous citez correspondent précisément à l'époque d'expansion. Depuis l'année 1982, nous sommes, au contraire, à réduire l'ensemble du personnel et Radio-Québec l'a fait tant à l'égard des personnels syndiqués qu'à l'égard des personnels cadres, et c'est l'intention que nous avons de poursuivre dans le même sens. Il n'est absolument pas question d'attaquer de façon spécifique les personnels syndiqués dans le processus de rationalisation que nous avons entrepris; nous touchons tous les secteurs de la maison, que ce soit le secteur de la programmation, le secteur de la technique, le secteur de l'administration ou au niveau des cadres de l'institution.

M. Doyon: M. le Président, avec votre permission, le ministre n'a pas répondu à la question que je lui posais au tout début, à savoir où en sont les négociations avec les employés. Y a-t-il actuellement des rencontres? Y a-t-il des choses qui ont été paraphées? On en est à discuter quoi? Les clauses normatives, les clauses salariales? Où en est-on? Est-ce que cela se déroule normalement? J'aimerais que le ministre nous éclaire là-dessus.

M. Bertrand: M. le Président, vous comprendrez comme moi que, lorsqu'on est en pleine période de renégociation de la convention collective, on se doit d'être extrêmement prudents au niveau des bilans qu'on dresse de la tournure que peuvent prendre les négociations. Il y a un certain nombre de problèmes qui subsistent, qui sont majeurs pour certains d'entre eux, mineurs pour d'autres. Je pourrais dire - et si le président-directeur général veut expliciter, j'en ai discuté avec lui hier soir - qu'au moment où nous nous parlons il y a certainement des problèmes à la table de négociations en ce qui a trait à la "permanetisation" des employés de Radio-Québec, certainement un problème aussi relativement à la sous-traitance et un troisième problème qui serait celui des affectations temporaires. Si vous désirez que nous entrions un peu plus dans le détail, je pense qu'à ce moment-là le président-directeur général de Radio-Québec pourrait peut-être vous donner quelques informations additionnelles, mais ce sont, pour l'essentiel, les trois problèmes les plus importants en ce moment dans le cadre des négociations qui sont en cours.

M. Doyon: Simplement pour savoir comment cela se passe, est-ce qu'actuellement il y a des réunions? Y a-t-il des séances de négociation. Quand, par exemple, a eu lieu la dernière et combien y en a-t-il eu depuis les deux derniers mois?

M. Girard: M. le Président, il y a eu de nombreuses rencontres avec le Syndicat général des employés de Radio-Québec, le SGERQ. Les rencontres ont commencé avant la période de Noël et se sont poursuivies intensément depuis. L'on peut dire qu'au cours de ces rencontres la quasi-totalité des clauses de la convention collective ont fait l'objet d'échanges avec le syndicat SGERQ, qu'il reste des questions majeures que j'ai eu l'occasion d'aborder moi-même à l'occasion d'une réunion que nous avons eue la semaine dernière avec ce syndicat.

Pour ce qui est du syndicat SERT, nous sommes moins avancés et nous n'avons pas eu l'occasion encore de faire le tour de l'ensemble des clauses de la convention, mais c'est à se faire actuellement. Nous souhaitons pouvoir en venir à une entente le plus rapidement possible. Nous aurions souhaité que cela puisse se faire d'ici la fin du mois d'avril. Je ne peux pas faire de promesse indiquant que cela sera fait, mais les négociations se poursuivent et nous aborderons, au cours des prochaines semaines, la question salariale, qui n'a pas encore été abordée à proprement parler.

Voilà, grosso modo, où en sont les négociations: le tour presque complet avec le syndicat SGERQ, un peu moins avancées du côté du SERT. Il nous reste à aborder, dans le cas des deux syndicats, la question des offres salariales.

M. Bertrand: M. le Président, je veux indiquer que je transmettrai demain au Conseil du trésor une proposition de mandat en ce qui a trait aux clauses salariales. Nous venons de parler du normatif essentiellement quand nous avons parlé de la "permanetisation", de la sous-traitance, des affectations temporaires. Je transmettrai demain au Conseil du trésor une proposition de mandat. C'est le Conseil du trésor qui, après l'avoir analysée, nous transmettra ses directives en ce qui a trait à la politique salariale pour les employés de Radio-Québec.

M. Doyon: M. le Président, j'ai d'autres questions assez nombreuses, mais je pense que cela fait déjà une vingtaine de minutes et peut-être qu'il y a d'autres questions. Avec votre permission, je reviendrai.

Le Président (M. French): M. le député de Saint-Jean, sans que le député de Louis-Hébert renonce à la possibilité de revenir sur le même programme. Cela va être assez rapide.

M. Proulx: Ce sera un commentaire et une question, M. le Président, M. le ministre. Au tout début, M. Girard, je vous félicite pour votre nomination. J'en suis très heureux. Vous avez fait une histoire très vivante, très imagée et très colorée de

Radio-Québec, mais vous êtes très jeune, M. le Président. À l'avenir pourriez-vous rappeler, quand vous faites l'histoire de Radio-Québec, que c'est M. Maurice Duplessis qui a passé la loi en 1944. Quand je passe devant la statue de M. Maurice Duplessis, je dis: Merci, Maurice. Tu nous as donné Radio-Québec. Deuxièmement, c'est M. Daniel Johnson qui a passé la loi sur Radio-Québec telle qu'elle existe aujourd'hui. Cette loi a été passée en 1968. Il serait bon de rappeler ces faits historiques. C'est de l'histoire. Cela appartient au patrimoine. J'ai voté pour cette loi en 1968. Il y a certaines institutions dont nous sommes fiers comme parlementaires et je suis très fier de cette loi. C'est une de nos très belles réussites québécoises. C'est mon commentaire.

Bulletin de nouvelles

Voici ma question. Vous avez parlé tout à l'heure de nouveaux défis, de nouvelles avenues, de sept avenues importantes. Ce qui m'intéresse, ce qui intéresse beaucoup de gens, M. le Président, ce sont les émissions d'actualité, les émissions d'information. Est-ce que ce sont les bulletins de nouvelles traditionnels, avec des commentaires, des analyses, des thèmes, des sujets pour faire le point sur l'activité québécoise? Est-ce que ce serait une émission d'actualités québécoises qui toucherait seulement les événements quotidiens? Quelle formule est-ce - première question - et dans quel mois est-ce que cela va arriver? Est-ce que c'est clair?

M. Girard: M. le Président, je note les commentaires qui ont été faits. J'aurai sûrement l'occasion de faire une histoire de Radio-Québec plus longue que celle que j'ai faite ce soir.

Je voudrais dire que, pour ce qui est de l'information, l'orientation de Radio-Québec est claire. Nous sommes convaincus que nous devons aborder ce domaine que nous traitons déjà, mais que nous devons intensifier notre façon de traiter l'actualité. Par ailleurs, nous ne sommes pas convaincus que la façon la plus habile, la plus propre ou celle qui ressemble le plus à Radio-Québec consisterait nécessairement en la création d'un service de nouvelles et en la présentation à l'antenne de Radio-Québec d'un bulletin de nouvelles de façon quotidienne.

Ce que nous cherchons à l'heure actuelle, c'est une façon qui vraiment soit propre, soit caractéristique de Radio-Québec et qui nous permette d'aborder de façon encore plus marquée que nous ne l'avons fait la question de l'information. Ces orientations apparaissent dans la programmation - que l'on ne peut pas, bien sûr, rendre publique et qui, pour l'instant, n'est pas encore complétée - de l'année 1984-1985. Il y aura

transformation de certaines émissions, ce qui nous permettra de nous orienter davantage dans un style qui nous est propre du côté de l'information.

(21 heures)

M. Proulx: Partout où on va, quand on rencontre des gens qui s'occupent de l'information et de la télévision, on se pose la question: Quand est-ce que que Radio-Québec - cette question arrive partout - va avoir son bulletin de nouvelles? Vous le savez sans doute, comme président, vous avez dû vous-même l'entendre. À chaque réunion, ces questions se posent.

M. Girard: Encore une fois, tout ce que je peux dire, c'est que l'orientation n'est sûrement pas, à brève échéance, dans le sens d'un bulletin de nouvelles. Il y a, par ailleurs, une volonté d'être plus présent à l'information, d'être plus présent à l'actualité et nous avons fait, d'ailleurs, dans ce sens des offres aux groupes parlementaires.

Le Président (M. French): M. le député de Mille-Îles.

M. Champagne (Mille-Îles): Voici, je pensais qu'on suivait l'alternance.

Un instant. Je pense que la commission de la culture peut se réjouir de voir en conclusion ici du mémoire à l'intention des membres de la commission parlementaire de la culture à l'occasion de l'étude des crédits 1984-1985: "Radio-Québec, outil de développement culturel majeur, continue de s'imposer". On l'a vu par les chiffres que vous avez étalés à savoir que depuis 1978, il y avait à peu près 600 000 auditeurs et cette année nous avons 2 362 000 auditeurs. Je pense que c'est à cause de la qualité de vos émissions, sûrement, à cause de la qualité du service. Vous avez fait des sondages. Je pense que c'est tout à votre honneur lorsqu'on obtient dans les sondages une satisfaction de 90%. Vous êtes dans la bonne voie: "outil de développement culturel majeur". Je pense que tous les membres de la commission de la culture seront d'accord avec vous pour que vous continuiez dans cette veine.

J'ai laissé mon droit de parole au député de Saint-Jean. Moi aussi, dans mon milieu, on me demande: Quand Radio-Québec aura-t-il un genre de bulletin d'information? Je peux vous dire que nombreux sont mes électeurs qui demandent que Radio-Québec puisse incessamment diffuser de l'information. C'est sûr qu'en respectant l'objectif de mission éducative de Radio-Québec je pense qu'il y a moyen de donner de l'information. Hélas, beaucoup de Québécois ne se reconnaissent pas dans Radio-Canada et dans TVA.

Débats parlementaires

J'allais vous poser une question. À Radio-Québec, la période de questions de

l'Assemblée nationale est télédiffusée. On ne parle pas de cote d'écoute. Je ne sais pas si la cote d'écoute est bonne par les questions qui sont posées ou par les réponses qui sont données. Ce serait une première information que je voudrais avoir.

M. Bertrand: M. le député de Mille-Îles, à la page 8 du mémoire présenté par Radio-Québec, vous constaterez que, dans les succès d'auditoire, nous ne figurons certainement pas parmi la quinzaine d'émissions dont les cotes d'écoute sont les plus élevées ou ont été les plus élevées au cours des dernières années.

M. Champagne (Mille-Îles): Voici, on n'est même pas dans les 15 premiers. On ne sait pas où on se situe.

Une voix: C'est peut-être parce qu'on n'a pas de talent.

M. Champagne (Mille-Îles): Enfin, on ne pose peut-être pas les bonnes questions.

M. Bertrand: Je crois, M. le député de Mille-Îles, qu'au-delà de la cote d'écoute comme telle sur laquelle M. le président-directeur général pourrait peut-être dire quelques mots il y a eu effectivement un changement au niveau de la programmation quant à la diffusion des débats de l'Assemblée nationale. Peut-être que sur cette question précise les parlementaires seraient en droit d'obtenir un certain nombre d'explications, parce que la population nous en parle à l'occasion.

Le Président (M. French): Beaucoup plus souvent, d'ailleurs, que du bulletin de nouvelles.

M. Girard: M. le Président, la cote d'écoute de façon moyenne pour la période de questions est de 28 000 téléspectateurs. Pour ce qui est des commissions parlementaires, Radio-Québec a pris l'orientation suivante: ne pas diffuser automatiquement les commissions parlementaires, mais plutôt, toujours dans le sens des questions qui étaient traitées plus tôt, aborder les sujets qui sont traités en commission parlementaire dans le cadre de ses émissions régulières de façon à donner une information vraiment journalistique et qui couvre tous les aspects du sujet. Un exemple remarqué, je pense, c'est le refus que nous avons fait de diffuser la commission parlementaire sur la loi 40, mais, dans le même temps, l'engagement que nous avons pris à l'époque de faire des émissions dans le cadre de nos émissions régulières sur ce projet de loi; ce que nous avons fait avec

une émission extraordinaire de Droit de parole d'une heure et demie, qui, elle a connu une cote d'écoute assez exceptionnelle, même au-delà de la cote d'écoute habituelle de l'émission Droit de parole. Donc, cela vous donne des indications quant à notre volonté et à la façon dont nous voulons traiter l'information ou les sujets d'actualité qui sont discutés et qui préoccupent l'ensemble de la population du Québec.

M. Champagne (Mille-Îles): La période des questions, je pense, est à la fin de l'après-midi. Ce n'est pas en direct. Considérant que ceux qui sont intéressés à la période des questions sont au travail plutôt à cette heure, avez-vous pensé à mettre cette période des questions à la fin de la veillée?

M. Girard: Il n'y a pas de décision qui soit prise de façon finale en ce sens. Je dois vous dire qu'au moment où on se parle ce n'est pas notre intention. Au fur et à mesure que la production autonome de Radio-Québec augmente, au fur et à mesure que les acquisitions et les coproductions que nous avons augmentent, au fur et à mesure que la production régionale augmente et alors que nous songeons à augmenter le nombre d'émissions produites en région dans la grille nationale, se pose, bien sûr, un problème d'utilisation de ce qu'il est convenu d'appeler le "prime time". Cette période à Radio-Québec va de 18 h 30 à 22 h 30 et nous voulons, dans cette période, très franchement et très honnêtement, présenter les émissions qui retiennent le plus grand nombre de téléspectateurs.

M. Champagne (Mille-Îles): Je pense que les affaires publiques devraient prendre - enfin, c'est un souhait - une importance grandissante à Radio-Québec. Une deuxième question et la dernière, au sujet de votre quatrième objectif, les nouvelles sources de financement. Je regardais votre bilan financier, à la page 39: les revenus de ventes en 1982 étaient de 857 000 \$ et, en 1983, 1 167 000 \$. Que pensez-vous qu'ils seront en 1984? Quel sera votre programme, on pourrait dire, de ventes, de commandites? Est-ce que vous pensez le faire d'une façon plus agressive, d'une façon plus soutenue pour que Radio-Québec aussi puisse avoir, comme vous le disiez tout à l'heure, à la fois de la commandite de prestige et aussi d'autres commandites?

M. Girard: À cet égard, ce que nous avons en tête, c'est d'atteindre ou si possible de dépasser au cours de l'année 1984-1985 un total de 2 000 000 \$, mais là pour ce qui est des revenus autonomes et non uniquement pour ce qui est de la commandite de prestige. D'ailleurs, nous faisons actuellement une étude sur toute la problématique des

revenus autonomes. Par revenus autonomes, ce que nous entendons, c'est la souscription, la commandite de prestige, la vente d'émissions et la vente de produits dérivés. Pour ce qui est de la souscription, nous faisons actuellement une étude de faisabilité. Vous savez que TV Ontario a eu recours à la souscription et nous regardons de très près s'il y a une possibilité réelle pour Radio-Québec d'obtenir des fonds de façon significative par la souscription.

Deuxièmement, pour ce qui est de la commandite de prestige, nous pouvons dire qu'à l'heure actuelle nous obtenons en commandite de prestige le même montant que TV Ontario et ce, alors même que nous avons commencé à faire de la commandite de prestige plus tard que TV Ontario et que la politique de Radio-Québec à l'égard de la commandite de prestige n'est devenue claire qu'au cours des deux dernières années. Jusque-là, il y avait une réticence de la part de certains membres du conseil d'administration, il y avait également des réticences à l'intérieur de Radio-Québec quant à la pertinence de faire de la commandite de prestige. Ces réticences sont maintenant disparues et nous sommes déterminés à obtenir le maximum possible de fonds de la commandite de prestige. Mais je tiens à souligner que, lorsque l'on parle uniquement de commandite de prestige, les réussites de Radio-Québec sont aussi bonnes que celles de TV Ontario.

La vente de produits dérivés est une autre source de revenus et il y a, finalement, la vente d'émissions. Si l'on compare les revenus provenant de la vente d'émissions à Radio-Québec et à TV Ontario, on se rend compte qu'il y a un écart considérable. L'écart s'explique de plusieurs façons. La première façon, c'est que TV Ontario, comme chacun le sait, fonctionne en anglais et le marché anglophone est beaucoup plus accessible que ne l'est le marché francophone. La vente d'émissions pour TV Ontario est possible aux États-Unis. Elle est possible également dans le reste du Commonwealth. Il suffit de penser aux ressources que peuvent présenter les États-Unis - je viens de le mentionner - mais aussi l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou d'autres pays anglophones. Dans le cas de Radio-Québec, nous produisons en français et, bien sûr, les marchés sont moins nombreux. La France n'est pas particulièrement réceptive à cet égard et les pays africains pourraient l'être, mais l'on ne peut pas compter vendre à un très fort prix nos émissions.

La deuxième raison, c'est que la programmation de Radio-Québec est d'une nature très différente de la programmation de TV Ontario. Nous avons une programmation d'une nature plus générale, très enracinée dans le vécu québécois, alors que TV Ontario a toute la production, à

proprement parler, éducative. Lorsque l'on oeuvre dans le domaine éducatif, l'on peut produire des émissions qui sont moins incarnées dans le temps et qui ont un caractère plus international et qui peuvent mieux se vendre. D'ailleurs - je l'ai souligné dans l'allocution d'ouverture - c'est une des raisons pour lesquelles nous voulons nous orienter de façon sérieuse du côté de la programmation éducative au sens strict et nous comptons clarifier les responsabilités entre le ministère de l'Éducation et Radio-Québec dans ce domaine au cours des prochains mois. Il est évident, en tout cas il nous semble évident qu'oeuvrant dans ce secteur nous pourrions probablement obtenir des résultats plus intéressants que ceux que nous avons obtenus jusqu'à maintenant relativement à la vente d'émissions.

Le Président (M. French): C'est une question purement d'information. Lorsque j'ai lu le document, j'ai compris que vous allez consulter le ministère de l'Éducation et la Télé-université pour clarifier les mandats respectifs et essayer de voir s'il y a plus de synergie possible, etc. Est-ce que vous venez de nous dire, cependant, que, conjuguée à cet effort de clarification, il y a une volonté de retourner, si vous voulez, aux sources éducatives davantage et de façon plus définie?

M. Girard: Oui, M. le Président. Il y a une volonté d'assumer le mandat proprement éducatif ou scolaire conformément à l'alinéa a de l'article 3 de la Loi sur la programmation éducative, et c'est ce que nous sommes en train de clarifier avec le ministère de l'Éducation.

M. Champagne (Mille-Îles): Je n'avais pas terminé mes questions. Je voudrais parler des émissions d'Octo-puce; l'initiation aux ordinateurs. Vous avez fait l'achat d'une espèce de série. Vous avez bâti cette série-là. Vous avez aussi demandé l'aide de la Télévision éducative ontarienne. C'est une initiative que vous avez prise dans ce domaine, concernant cette série. Quel est, aujourd'hui, le résultat? Est-ce que cela s'est autofinancé? Quelle a été la réponse du public? Qu'est-ce que vous avez l'intention de faire dans ce domaine au point de vue de l'initiation aux ordinateurs?

M. Girard: M. le Président, je veux simplement apporter quelques précisions. La série Octo-puce est diffusée sur les ondes de Radio-Québec, mais c'est une série qui a été achetée par le ministère de l'Éducation du Québec de TV Ontario. Par ailleurs, quant à la cote d'écoute pour une émission de cette nature, c'est un succès intéressant. L'auditoire moyen, pour ce qui est de l'émission diffusée le dimanche, est de

Al 000 personnes. Vous me demandez si nous avons l'intention de continuer dans ce domaine. Je pense que oui; nous avons l'intention de poursuivre dans ce domaine et nous pourrions songer à de nouvelles émissions de cette nature, mais cela fait partie précisément de la problématique que je viens d'évoquer et c'est dans ce sens que nous voulons clarifier les responsabilités respectives du ministère de l'Éducation et de Radio-Québec. Dans le cas d'Octo-puce, comme dans le cas de Passe-Partout, Radio-Québec est le diffuseur, mais Radio-Québec n'est pas le producteur.

(21 h 15)

M. Champagne (Mille-Îles): Merci beaucoup.

M. Gauthier: Mes questions seront assez brèves puisque mes collègues en ont traité. M. Girard, j'aimerais que vous nous parliez un peu de la politique du film à Radio-Québec. Tout à l'heure, vous parliez de cote d'écoute; cela intéresse, évidemment, tout le monde dans le domaine des télécommunications. Radio-Québec a une vocation particulière, une mission éducative qui fera toujours en sorte que les cotes d'écoute seront quelque peu sacrifiées au profit d'émissions d'une qualité un peu plus grande. Je pense entre autres, en plus des émissions régulières, aux films présentés par Radio-Québec. Dans les réseaux commerciaux, je pense que la politique du film est d'avoir le film à plus haute cote d'écoute possible à partir des succès observés en salles de cinéma. Est-ce qu'à Radio-Québec c'est la même chose ou si vous avez différents types de films particuliers que vous voulez présenter, que vous tenez à présenter à vos auditeurs, même si ce ne sont pas des succès garantis selon les cotes d'écoute? Est-ce qu'il existe quelque chose à Radio-Québec concernant le film?

M. Girard: Oui, le film est une préoccupation que nous avons constamment. Au cours des dernières années, nous avons fait des efforts pour faire des acquisitions dans le domaine du film qui, tout en étant des acquisitions de qualité, nous permettent d'atteindre un grand nombre de téléspectateurs. Je dirais que notre volonté est, à la fois, de présenter des films de qualité, mais dans le même temps d'obtenir des cotes d'écoute comparables à celles qu'on peut obtenir dans les autres postes de télévision. À cet égard, je vous citerai le succès que nous avons eu à l'occasion de la période des fêtes lorsque nous avons présenté la série Les uns et les autres où nous avons obtenu en moyenne au-delà de 700 000 téléspectateurs. Également pour la programmation du temps des fêtes dans le domaine du cinéma pour les enfants, nous avons eu - c'est indiqué dans le rapport

annuel et dans le rapport que nous avons déposé - d'excellentes cotes d'écoute dépassant 850 000 téléspectateurs.

La volonté est donc d'acquiescer des films de qualité mais, en même temps, d'aller chercher des films qui nous permettent d'intéresser un grand nombre de téléspectateurs. Dans le même temps, nous nous sentons des responsabilités particulières et c'est en ce sens que nous continuons et que nous continuerons de diffuser des films québécois dont certains, d'ailleurs, obtiennent une excellente cote d'écoute. Par ailleurs, dans le même temps - et c'est une question qui a été évoquée publiquement au cours des derniers jours - toujours dans le domaine du film, nous sommes sur le point de prendre la décision d'abandonner la présentation de films sous-titrés, même si certains de ces films sont d'excellente qualité parce que nous constatons que, dès que nous présentons des films sous-titrés, le nombre de téléspectateurs chute de façon vertigineuse. Il ne faut pas oublier que nous sommes une télévision en ondes ouvertes et, encore une fois, tout en maintenant les objectifs de qualité - là-dessus, nous demeurerons intransigeants - nous ne pouvons pas nous considérer comme un ciné-club et nous devons présenter des oeuvres qui intéressent un nombre significatif de téléspectateurs.

M. Gauthier: De façon plus précise, M. Girard, vous parlez de présentation de films québécois. Est-ce qu'il y a des pourcentages qui sont établis préalablement ou si c'est simplement une chose qui est présente dans l'esprit des personnes qui choisissent les films de Radio-Québec? Est-ce qu'il existe des pourcentages?

M. Girard: Je n'ai pas les pourcentages en tête, mais il y a une volonté systématique de diffuser les films québécois et de le faire de façon plus marquée que ne le font les autres postes de télévision. Dans la série Les cinéastes à l'écran, nous avons une série consacrée à la présentation de films québécois.

Commandite de prestige

M. Gauthier: Ma deuxième question portera sur la commandite de prestige. On en a parlé. J'ai toujours été partisan de cette formule, bien sûr, parce qu'il n'y a rien de désagréable à voir à l'écran qu'une série est présentée grâce à la collaboration de telle et telle entreprise. C'est fait de façon très correcte, je pense, jusqu'à présent. Il y a une certaine proportion de commandites de prestige qui est tolérable dans une télévision du type Radio-Québec et il y a un seuil qui est peut-être dur à définir, mais qui nous ferait passer carrément dans le commercial. Or, dans

l'ensemble, les citoyens ont cette hantise que Radio-Québec en vienne à vouloir trouver beaucoup de revenus autonomes et à passer une quantité peut-être plus importante de commandites de prestige. Vous êtes-vous fixé une norme limite à ne pas dépasser dans le cadre de cette chose?

M. Girard: Dans notre politique des programmes, nous avons des règles qui sont clairement établies quant à la commandite de prestige. Par ailleurs, nous n'avons pas au sens où vous l'entendez de quotas, c'est-à-dire un nombre maximal d'émissions qui feraient l'objet de commandite. En fait, dans notre volonté d'augmenter les revenus autonomes, nous voulons obtenir le plus grand nombre possible de commandites de prestige et c'est allé en augmentant au cours des dernières années. Par ailleurs, je vous cite quelles sont les règles que nous avons à cet égard. La commandite de prestige n'existe que pour aider financièrement la réalisation de certaines émissions et pour permettre à certaines maisons, compagnies, fondations, sociétés ou autres de s'associer au développement de l'éducation et de la culture québécoises, ce qui nous paraît être un objectif parfaitement valable.

La commandite de prestige n'a rien de commercial, ne contenant d'aucune façon la diffusion de messages publicitaires et il est interdit d'associer un produit à une émission de Radio-Québec. C'est une maison qui commandite. À cet égard, des études intéressantes ont été faites aux États-Unis quant à la commandite de prestige et on se rend compte, aux États-Unis tout au moins, même si ce n'est pas encore le cas au Canada, mais cela semble le devenir au Canada et au Québec, que certaines maisons commencent à comprendre qu'il peut être aussi important de vendre l'image corporative de la société que de vendre son produit. C'est essentiellement sur cette base que nous obtenons de la commandite de prestige.

Mais pour répondre précisément à votre question, non, il n'y a pas de quotas; il y a des règles que nous suivons quant à l'obtention de commandites de prestige. Nous sommes très sensibles aux conflits d'intérêts; il y a une volonté d'obtenir le plus possible de commandites de prestige, mais en respectant les règles que nous avons respectées jusqu'à maintenant.

M. Gauthier: Toujours dans la même foulée, cela m'inquiète toujours un peu quand j'entends dire: Notre objectif est d'obtenir le plus possible de commandites de prestige. À titre d'exemple, une commandite de prestige en début d'émission pourrait-elle être un quota normal? Il me semble que vous allez devoir, à un moment donné, vous en fixer un afin d'éviter qu'apparaissent en cours d'émission ou à toutes les demi-heures des

commandites de cette nature. N'avez-vous pas l'idée au niveau de Radio-Québec de fixer une limite? C'est intéressant d'en obtenir toujours plus, mais il y a quelque chose qui devient intolérable à un moment donné.

M. Girard: Les règles que nous avons suivies jusqu'à maintenant et que nous continuons de suivre, sont les suivantes, c'est-à-dire que nous mentionnons le nom du commanditaire de prestige au début de l'émission et à la fin de l'émission, mais nous avons refusé de couper les émissions ou d'interrompre les émissions. Ce sont des règles que nous nous sommes données et que nous respectons.

Quand je parle de quotas, je ne l'entendais pas - et là, je comprends mieux - dans le sens où vous le dites, c'est-à-dire que nous tentons d'obtenir des commanditaires si c'est possible pour la quasi-totalité de nos émissions. Mais le fait d'interrompre une émission en cours de diffusion, ce n'est pas une volonté que nous avons.

Régionalisation

M. Gauthier: Une dernière remarque et question en même temps. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, région dont j'ai l'honneur de provenir, Radio-Québec a accepté de télédiffuser en entier le sommet économique régional qui se tiendra chez nous et je pense que c'est tout à son honneur, cela répond à un besoin bien particulier. Ceci m'amène, tout en vous remerciant d'avoir accepté une chose comme celle-là, à vous demander: Quel est le degré d'autonomie dont disposent les bureaux régionaux ou les directions régionales de Radio-Québec par rapport à des accroc comme ceux-là à la programmation régulière? Pour télédiffuser une chose comme le sommet économique, j'imagine qu'il y aura des éléments de programmation qui seront nécessairement mis de côté. Est-ce qu'il y a un processus donné que doivent suivre les directions régionales pour en arriver à faire des accroc à la programmation? Est-ce qu'elles ont un degré d'autonomie suffisant ou si le tout se juge à la pièce lorsque cela se présente?

M. Girard: Dans un cas comme celui que vous citez, c'est vraiment la décision du comité régional. Chaque comité régional se voit attribuer au début de chaque année une enveloppe budgétaire et chacun est libre de dépenser cette enveloppe budgétaire comme il l'entend. Par ailleurs, cette question de l'autonomie des régions est une question fondamentale. J'ai eu l'occasion de dire publiquement que nous ne remettons pas en question la régionalisation. Par ailleurs, dans le même temps, il me semble qu'il existe un

cloisonnement trop marqué entre, d'une part, ce qui se fait dans les régions et, d'autre part, ce qui se fait au plan national. Ce que nous souhaitons faire au cours des prochaines années - et le processus est, d'ailleurs, déjà engagé - c'est permettre vraiment une intégration plus grande entre ce qui se fait en région et ce qui se fait à Montréal. On peut difficilement concevoir qu'il y ait dix plans de programmation totalement indépendants les uns des autres. On doit en arriver à un plan global de programmation qui comprend à la fois la programmation dite nationale et la programmation des régions. Mais dans l'exemple que vous donnez la région peut décider de prendre une décision comme celle qu'elle a prise. Pour l'avenir, l'intention n'est pas d'empêcher une région de prendre une telle décision, mais, au contraire, de faire en sorte que l'on travaille plus étroitement et qu'il y ait une meilleure intégration au plan de la programmation et cela, c'est voulu par les régions qui souhaitent elles-mêmes avoir un plus grand nombre d'émissions régionales qui soient diffusées au plan national. Pour que cela devienne le cas, il faut précisément une symbiose plus grande entre ce qui se fait à Montréal et ce qui se fait dans chacune des régions.

M. Bertrand: Pour indiquer au député de Roberval à quel point cette autonomie est réelle, je peux simplement lui confier, à titre anecdotique, que nous avons tenté, dans la région de Québec, d'obtenir que Radio-Québec puisse télédiffuser le sommet socio-économique de la grande région de la capitale. Or, à cause de certains délais qui étaient trop courts et s'appuyant sur une décision autonome de son comité régional, Radio-Québec, dans la région 03, ne s'est pas rendue à notre demande. Dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, la demande a été faite. Probablement que les délais pour que vos travaux soient télédiffusés au moment de la tenue du sommet étaient suffisamment longs pour permettre à Radio-Québec de se préparer en conséquence. Et là, le comité régional, de façon autonome, a procédé à sa décision. Cela prouve que, effectivement, d'une région à l'autre, il peut y avoir des attitudes, des comportements qui sont adoptés et que chaque région, à ce point de vue, est très autonome.

Le Président (M. French): Merci. M. le député de Chauveau.

M. Brouillet: M. le Président, M. le ministre, quand j'entendais, au début de notre séance, l'exposé de M. Girard, je sentais naître en moi des sentiments contradictoires. D'un côté, devant l'ampleur des performances de Radio-Québec depuis un certain nombre d'années à différents points

de vue, au point de vue de l'accroissement de son auditoire, de la qualité de sa programmation, de l'accroissement de sa productivité, etc., aussi, en voyant le dynamisme que le nouveau président-directeur général manifeste - et je suis assuré que ce dynamisme reflète un peu l'état d'esprit de tous les dirigeants, de tout le personnel de Radio-Québec - je ne pouvais que sentir naître en moi un sentiment de fierté devant cette institution québécoise qui joue un rôle très important dans le développement de la culture québécoise, dans cette fabrication d'une identité québécoise par le biais de ce moyen de communication tout à fait exceptionnel. C'était un des volets des sentiments qui naissaient en moi.

Je dois vous dire, par ailleurs, que je sentais naître une frustration aussi qui s'accroissait à mesure qu'il parlait, parce que chez moi je ne peux pas capter les ondes de Radio-Québec. C'est à peu près à une quinzaine de milles du centre de la capitale nationale des Québécois. Ce n'est pas très loin, Stoneham ici dans la région. (21 h 30)

Ce qui m'inquiète, c'est qu'on dit partout que l'implantation du réseau est terminée. C'est vrai que 92% de la population, à ce que l'on dit, peut actuellement capter les ondes de Radio-Québec, mais il en reste encore 8% qui n'habitent pas dans les terres éloignées et reculées du territoire québécois. J'essaie de voir quelque espoir dans tout cela. Vous annoncez qu'au mois de janvier les antennes de Radio-Québec seront alimentées par satellite. Croyez-vous que je pourrais chez moi, par ce moyen, capter les ondes? Si ce n'est pas par ce moyen du satellite, est-ce que vous envisagez d'autres solutions pour qu'à brève échéance - cela fait, quand même, quinze ans qu'on attend - on puisse capter ces ondes par un autre moyen que le satellite, s'il y en avait de meilleur? Je sais qu'il y a toujours possibilité d'installer des antennes. J'aimerais vous entendre un peu sur la politique et les intentions de Radio-Québec.

M. Girard: M. le Président, je dois dire que nous sommes animés de bonnes intentions, mais, au-delà de bonnes intentions, il est nécessaire de regarder les chiffres bien en face. Avec l'inauguration des dernières stations émettrices en Gaspésie, qui s'est faite au cours du mois de janvier, nous atteignons maintenant 92% de la population du Québec, ce que nous avons fait en un temps relativement restreint. Pour atteindre les 8% de Québécois et de Québécoises qui ne sont pas encore atteints, il nous faudrait investir une somme quasi égale à celle que nous avons investie pour atteindre 92% de la population. Ce n'est donc pas une possibilité que l'on peut envisager avec réalisme. Par

ailleurs, il est vrai qu'à compter du 1er janvier 1985 nous passerons aux satellites et que nous commencerons à diffuser par satellites. Nous avons, d'ailleurs, décidé de louer deux satellites et ce, pour permettre les détachements régionaux. L'on peut espérer qu'avec l'évolution des technologies on puisse finalement trouver des moyens d'atteindre les populations qui ne sont pas desservies à l'heure actuelle.

L'une des premières choses lorsque l'on passe aux satellites, c'est l'utilisation que pourraient en faire les câblodistributeurs à l'égard de certains des citoyens qui ne sont pas desservis à l'heure actuelle ou l'achat d'antennes par ces citoyens. Il n'y a pas de voie clairement définie, mais l'on peut imaginer des possibilités au cours des prochaines années étant donné l'évolution très rapide des technologies. Mais, pour répondre franchement, il n'est pas possible d'envisager à court terme de compléter le système, étant donné les investissements considérables que cette volonté exigerait.

M. Brouillet: Alors ce serait par le biais du satellite et l'amélioration des techniques de captation, les soucoupes, je suppose.

M. Girard: Oui.

M. Brouillet: J'espère qu'on pourra les rapetisser un peu et en diminuer le coût aussi. Alors, je prends une chance et je vais continuer à demeurer chez moi.

M. Bertrand: En ce moment, M. le député de Chauveau, elles se vendent, à ce qu'on me dit, environ 1500 \$ chez Canadian Tire.

M. Brouillet: Actuellement, si vous n'utilisez pas le satellite, cela ne me servirait à rien d'avoir la soucoupe, l'antenne parabolique. Comme vous utiliserez le satellite à compter du 1er janvier, on pourrait peut-être avec une antenne... Je vous remercie.

Le Président (M. French): M. le député de Louis-Hébert.

M. Doyon: Merci, M. le Président. M. Girard, vous avez parlé assez longuement de ce que vous appelez les revenus autonomes. Vous en faites état dans le mémoire que vous avez présenté à cette commission en vous réjouissant, en tout cas, en signalant qu'il y a eu un accroissement de 42%. Sauf qu'il faut mettre cela en perspective et reconnaître que le budget de Radio-Québec qui provient de ces ressources autonomes est de l'ordre de 1% ou 2% seulement comparé avec TV Ontario où les renseignements que j'ai m'indiquent que c'est de l'ordre de 20%. Je pense que l'accroissement de 42% est une

amélioration sur la situation actuelle. Je ne partage pas les inquiétudes du député de Roberval à savoir qu'un seuil est prêt d'être atteint ou qu'il pourrait être dépassé, ce qui ferait qu'on pourrait avoir des craintes en ce qui concerne la nature même de Radio-Québec comme télévision un peu différente des télévisions commerciales que nous connaissons. Je pense qu'il faut toujours se souvenir que Radio-Québec est financée, pour la presque totalité de son budget, par les fonds publics. Je ne peux que voir d'un bon oeil que Radio-Québec réussisse à s'autofinancer au moyen de revenus autonomes.

M. Girard a eu l'occasion, à un moment donné, d'indiquer qu'il était en négociation avec le Conseil du trésor en vue de la création d'un fonds spécial qui, à long terme, pourrait s'autosuffire par la vente de productions. Est-ce qu'il y a eu effectivement des démarches dans ce sens avec le Conseil du trésor? Si c'est le cas, quelle somme a été requise du Conseil du trésor? Quand cela a-t-il été fait? Est-ce qu'on a des espoirs que cette somme sera accordée par le Conseil du trésor? Quelle est actuellement la situation en ce qui concerne cette question-là?

M. Girard: M. le Président, pour ce qui est des coproductions et des acquisitions, Radio-Québec compte faire tous les efforts possibles pour obtenir le maximum de fonds des différentes sources qui existent. Une première source c'est, bien sûr, le fonds Fox, le fonds fédéral, qui malheureusement, à l'heure actuelle, n'est pas accessible aux télévisions éducatives. Nous comptons à nouveau faire des démarches auprès du gouvernement fédéral pour que ce fonds devienne accessible aux télévisions éducatives. Je peux ajouter que nous menons ces démarches au titre de Radio-Québec, mais également conjointement avec les autres télévisions éducatives du Canada. Qu'il s'agisse de TV Ontario, d'Access ou du Knowledge Network, il y a une volonté de la part des quatre télévisions éducatives de continuer à faire des pressions auprès du gouvernement fédéral pour avoir accès au fonds Fox.

Deuxièmement, nous avons rencontré à deux reprises au cours du printemps les principaux intervenants dans le domaine du cinéma au Québec et, en particulier, la Société générale du cinéma qui a à sa disposition des fonds de l'ordre de 10 000 000 \$. Il est d'ores et déjà acquis que nous aurons accès à ces fonds et nous comptons bien nous en servir. Au-delà de la possibilité pour Radio-Québec d'obtenir des fonds de la Société générale du cinéma et d'obtenir, à la suite des pressions que nous exerçons, des sommes auprès du fonds Fox, nous souhaitons et nous sommes en

négociation avec le Conseil du trésor, comme je l'ai dit, pour obtenir un fonds qui soit propre à Radio-Québec.

Les décisions n'ont pas encore été prises, mais nous avons eu une première rencontre avec le Conseil du trésor au mois de décembre où le principe a été acquis; ont suivi depuis deux ou trois autres réunions, si ma mémoire est bonne, et nous comptons en arriver à une décision avec le Conseil du trésor au cours des prochaines semaines. Il s'agirait, bien sûr, d'un fonds et là, le montant n'a pas encore été arrêté. Par ailleurs, on ne peut pas escompter que ce soit un fonds qui se renouvelle automatiquement. C'est un fonds qui devrait subir des réinjections de la part du Conseil du trésor à certaines périodes et cela aussi est en négociation avec le conseil parce que le marché auquel nous avons accès est tel que l'on ne peut pas espérer faire suffisamment de profits avec les coproductions que nous faisons pour remplir, renflouer ou renouveler le fonds annuellement.

M. Doyon: M. Girard, vous avez eu l'occasion de déclarer dans le courant du mois de mars, que vous considériez que la régionalisation de Radio-Québec était un acquis qui ne devait pas être remis en cause, de toute évidence. Vous êtes en poste depuis peu de temps, mais pourriez-vous indiquer à cette commission quels sont les gestes et les actions que vous entendez poser pour protéger cet objectif et, si possible, en accélérer, justement, l'atteinte?

Dans ces gestes et dans ces actions que vous poserez, est-ce que vous avez impliqué les régions qui doivent être impliquées dans une symbiose ou dans une vie commune avec Radio-Québec? Quelles sont les actions prévisibles de la part de Radio-Québec en ce qui concerne la régionalisation?

M. Girard: M. le Président, il y a des premières actions ponctuelles qui ont été posées et il y a une démarche à plus long terme qui sera entreprise sous peu. Les démarches ponctuelles, ce sont trois rencontres avec les directeurs régionaux, dont une a eu lieu au cours du mois de mars pour discuter du plan de programmation nationale et des plans régionaux de programmation. Une deuxième doit avoir lieu à la fin d'avril où je rencontrerai les neuf directeurs régionaux et où l'on abordera l'ensemble des questions qui les préoccupent à l'heure actuelle. Mais de façon, comment dirais-je, plus systématique et moins ponctuelle, nous avons mis sur pied un comité qui a comme mandat de faire le bilan de la régionalisation et de dégager les avenues réalistes de développement pour les régions. Ce comité devrait se mettre en marche au cours des prochaines semaines et

il va de soi que les régions seront impliquées et consultées à plusieurs reprises dans le cadre de cette démarche.

M. Doyon: Vous avez eu l'occasion d'affirmer aussi, M. Girard, qu'il était dans vos prévisions de préparer un plan triennal de programmation qui devrait intégrer les besoins régionaux. Est-ce que ce plan triennal de programmation est en voie de préparation? Est-ce là un des mandats qui seront confiés au comité chargé de faire le bilan? Comment est-ce que tout cela s'articule ensemble?

M. Girard: Non, la préparation du plan triennal de programmation ne sera pas confiée au comité dont je viens de parler sur la régionalisation. Le plan triennal de programmation que nous entreprenons sera effectivement mis en marche et nous commencerons à y travailler au tout début de l'automne prochain. Dans la perspective de ce que j'ai dit, les régions seront impliquées puisque, effectivement, on veut que ce plan triennal qui va nous guider, comme le nom le dit, au cours des trois prochaines années, tienne compte à la fois des orientations nationales, des besoins définis par Montréal, mais également des orientations et des besoins de chacune des régions. Lorsque je parle de symbiose, c'est précisément par des actions concrètes comme celle-là et par la participation des régions à la préparation d'un plan triennal de programmation qui sera, bien sûr, un outil majeur de travail pour nous au cours des trois prochaines années.

M. Doyon: Pouvez-vous nous donner l'assurance, M. Girard, que les régions seront vraiment partie prenante et seront impliquées dans la préparation de ce plan triennal et que ce ne sera pas un plan qui leur sera imposé de l'extérieur par la maison mère de Radio-Québec à Montréal sur la rue Fullum? Quelles dispositions pratiques prenez-vous pour vous assurer que ces exigences seront satisfaites?

M. Girard: Les dispositions que nous prenons, c'est la participation des régions à la préparation de ce plan. Déjà, nous leur avons fait la proposition qu'elles ont acceptée lors de la rencontre que nous avons tenue au mois de mars avec les neuf directeurs régionaux sur l'ensemble de la programmation.

M. Doyon: Vous avez aussi eu l'occasion de dire, M. Girard, que Radio-Québec ne pouvait pas se permettre d'être une télévision de moindre qualité et qu'il devait y avoir un esprit plus positif que celui qui existe à l'heure actuelle. Qu'entendez-vous par un esprit plus positif que celui qui existe

à l'heure actuelle?

M. Girard: J'entends une volonté de participer vraiment à l'édification de Radio-Québec de tous les employés de Radio-Québec, qu'il s'agisse des cadres, des réalisateurs, des techniciens, des secrétaires. Cette volonté existe déjà, bien sûr. J'ai eu l'occasion d'y faire allusion dans ma présentation, mais je souhaiterais que l'on puisse intensifier au cours des prochaines années ce sens de participation à l'entreprise. C'est un peu en ayant en tête cette orientation que nous comptons préparer un document général, cette fois-là, qui, je l'espère, pourrait être prêt à l'automne, faisant le bilan de ce qu'a été Radio-Québec jusqu'à maintenant et définissant les orientations que pourrait prendre Radio-Québec au cours des prochaines années et les moyens financiers qu'il faudrait mettre à la disposition de Radio-Québec pour que ces orientations puissent être effectivement réalisées au cours des prochaines années.
(21 h 45)

M. Doyon: M. Girard, vous avez eu l'occasion de déclarer aussi que vous considériez que l'arrivée des technologies nouvelles en matière de communications devait forcer le changement de certaines habitudes. Pourriez-vous être plus spécifique et identifier les technologies auxquelles vous faites allusion? Quelles sont ces certaines habitudes que vous voudriez voir changer et dont la modification est rendue nécessaire par ces nouvelles technologies?

M. Girard: Je ne me souviens pas d'avoir lié aussi intimement nouvelles technologies et habitudes. Ce qui est un fait, c'est que j'ai parlé de certaines habitudes qui devraient être modifiées. Quand je parle de certaines habitudes qui peuvent ou qui devraient être modifiées, j'entends, par exemple, une volonté de ne pas s'orienter vers des cloisonnements de tâches qui empêchent une mobilité qui pourrait être utile, qui pourrait être intéressante, une capacité d'envisager l'apparition des nouvelles technologies et les impacts que cela peut avoir à l'intérieur d'une entreprise de façon non pas uniquement craintive, mais de façon positive. Dans cet esprit, j'ai demandé aux syndicats, lors de la rencontre que j'ai eue avec eux, de s'associer à nous pour que les décisions que nous aurons à prendre soient prises d'un commun accord et qu'elles ne soient pas le fait uniquement de la direction générale.

Il y a dans la vie de toute entreprise des décisions qui sont importantes à prendre, qui parfois imposent des choix plus difficiles. Je pense que l'ensemble des employés devraient être suffisamment conscients de ces orientations, de la nécessité de ces choix à faire pour y participer avec nous.

Éducation des adultes

M. Doyon: Vous avez aussi eu l'occasion de faire référence au créneau scolaire et éducatif de Radio-Québec, en ce qui concerne plus particulièrement l'éducation des adultes. J'aimerais savoir - ma question s'adresse plus particulièrement au ministre - de quelle façon le gouvernement va orienter sa politique en ce qui concerne l'éducation des adultes par la voie de Radio-Québec qui s'impliquerait dans ce domaine. De quelle façon le gouvernement va-t-il orchestrer sa politique afin d'éviter qu'il n'y ait confusion entre le rôle de Radio-Québec, ce qui est du ressort du ministère de l'Éducation, ce qui est aussi, finalement, dans une certaine mesure du ressort - d'après ce qu'on comprend des déclarations ministérielles - du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu? Qui, finalement, va être le maître d'oeuvre là-dedans? Qui va s'occuper de quoi? Est-ce qu'on n'est pas en train de se retrouver dans un état de confusion? J'aimerais aussi savoir de la part du ministre s'il y a eu une certaine consultation avec l'Institut de l'éducation des adultes, avec les enseignants? Comment est-ce que tout cela s'articule ensemble?

M. Bertrand: Je voudrais, M. le député de Louis-Hébert, donner un certain nombre de grandes orientations sur lesquelles le président-directeur général de Radio-Québec et moi-même, nous nous sommes entendus. Dans la Loi sur la programmation éducative, à l'article 3, il est très spécifiquement indiqué qu'une programmation éducative doit favoriser l'exercice du droit des citoyens à l'éducation, notamment en présentant des émissions répondant à des besoins spécifiques de la population, conduisant éventuellement à l'obtention de diplômes ou répondant à des besoins d'éducation permanente. Donc, déjà dans la Loi sur la programmation éducative - comment dirais-je - une indication très forte est donnée de la direction que doit prendre la programmation de Radio-Québec dans une perspective de satisfaire les besoins qui existent au sein de la population en matière d'éducation permanente.

Le président-directeur général de Radio-Québec vous a fait état tout à l'heure de relations qu'il a en ce moment avec le ministère de l'Éducation, en particulier avec la Direction générale des moyens en éducation, pour faire en sorte que Radio-Québec puisse assumer de plus en plus des mandats qui sont reliés à toute la politique de l'éducation des adultes et à toute la politique de l'éducation permanente.

Pour l'instant, ce que je crois savoir sur la base des discussions que j'ai eues avec le président-directeur général de Radio-Québec, c'est que les contacts sont déjà solidement établis avec le ministère de

l'Éducation du Québec. Les contacts restent à établir avec le ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu puisque effectivement au niveau de l'application d'une politique de l'éducation permanente, il n'y a pas seulement le ministère de l'Éducation du Québec qui est en cause, mais, comme vous l'avez souligné fort à propos, il y a aussi le ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et également d'autres ministères du gouvernement du Québec. Or, nous nous sommes entendus pour faire en sorte que Radio-Québec développe de plus en plus ce créneau que M. Girard appelle maintenant le créneau instructionnel - à défaut peut-être, pour l'instant, de trouver un terme, disons, plus élégant - mais qui décrit bien la volonté qui est celle de Radio-Québec de tenter, par tous les moyens possibles, d'offrir, dans le cadre de sa programmation, des contenus, des produits qui facilitent l'apprentissage de personnes qui, par l'intermédiaire de la télévision, peuvent effectivement participer à des programmes d'éducation permanente ou d'éducation des adultes.

Par ailleurs, je dois dire que nous sommes très sensibles au fait qu'un tel choix va amener Radio-Québec à segmenter, de façon encore plus précise, les clientèles auxquelles elle s'adresse puisque, effectivement, qui dit éducation permanente, qui dit éducation des adultes, dit forcément tentatives multiples de préciser les contenus de programmation en fonction des besoins de certains secteurs de la population. C'est toute cette dynamique qui est en cours et qui, jusqu'à un certain point - je dis bien "jusqu'à un certain point" - est nouvelle en ce qui a trait à l'expression d'une volonté de la direction de Radio-Québec d'aller de plus en plus dans ce sens-là. Mais les démarches commencent à peine à être entreprises même si, déjà, il se faisait beaucoup de travail au niveau de l'éducation des adultes par certaines émissions à Radio-Québec. Tout le travail de symbiose, tous les efforts consentis par le ministère de l'Éducation du Québec, le ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et Radio-Québec sont en ce moment regardés et analysés de très près.

Il y a un autre commentaire, M. le député de Louis-Hébert, que je voulais faire. Je m'excuse; cela m'était parti de l'esprit et c'est revenu. Le ministère des Communications, comme je l'ai dit dans ma présentation de vendredi dernier, va travailler très activement au cours des prochains mois à la préparation d'une politique de l'audiovisuel. Cette politique de l'audiovisuel, c'est le rapport Fournier qui nous a invités à la préparer pour que le gouvernement du Québec indique bien quelle politique de l'audiovisuel il entend adopter et comment il entend concentrer ses efforts du

côté du développement d'une politique cohérente dans le secteur de l'audiovisuel. Or, Radio-Québec nous a manifesté son intérêt à l'élaboration d'une telle politique de l'audiovisuel et j'ai indiqué au président-directeur général, dans une lettre que je lui ai transmise, que je comptais effectivement associer Radio-Québec à la préparation de cette politique de l'audiovisuel.

M. Doyon: Merci. Le ministre a eu l'occasion tout à l'heure de faire état du degré d'autonomie des conseils d'administration régionaux. J'aimerais savoir comment cela fonctionne. Est-ce qu'il y a un conseil régional dans les principales régions du Québec et les membres sont-ils nommés par le gouvernement ou par Radio-Québec? Comment cela fonctionne-t-il?

M. Bertrand: Il y a neuf régions, donc neuf comités régionaux constitués, chacun, de sept personnes. Il y a des comités de sélection qui sont constitués dans chacune des régions. Le comité de sélection, sur la base des présentations qui peuvent être faites par différents groupes culturels et socio-économiques, retient un certain nombre de candidatures, les transmet à Radio-Québec qui, ensuite, les transmet au ministre des Communications qui, lui, les transmet au Conseil des ministres pour approbation.

Je dois dire que, dans l'ensemble, tout au plus je ne trouverais, durant les trois années où j'ai été ministre des Communications, qu'un cas où je n'ai pas suivi la recommandation qui avait été faite par Radio-Québec, lesquelles recommandations provenaient, bien sûr, des régions. Je crois que c'était sur la Côte-Nord, mais nous avons eu la précaution élémentaire, dans le cas de cette personne, d'aller chercher comme remplaçant une personne qui était dans la liste des substituts proposés par le comité de sélection qui avait oeuvré dans cette région.

M. Doyon: M. le ministre, on a porté à mon attention que M. Jean-Pierre Bhérer a été nommé au comité régional de Radio-Québec au Lac-Saint-Jean. Selon ce que je comprends, il est un ex-cadre - vous me direz si c'est le cas - d'un cégep de la région. Il ne demeure pas ou il ne demeure plus au Lac-Saint-Jean depuis un certain temps, mais a feu et lieu à Sherbrooke. Pourriez-vous me dire s'il est toujours membre du comité régional de Radio-Québec au Lac-Saint-Jean?

M. Bertrand: Nous allons vérifier parce que j'avoue que je n'ai pas cette information à portée de la main en ce moment.

M. Doyon: J'imagine, M. le ministre, qu'un des critères importants pour qu'une

personne siège à un comité régional est qu'il soit de la région.

M. Bertrand: Je crois même que c'est une obligation qui est contenue dans la loi.

M. Doyon: Je vous saurais gré, M. le ministre, de vérifier si la personne que j'ai nommée, M. Jean-Pierre Bhérer, qui siège au comité régional de Radio-Québec au Lac-Saint-Jean, demeure dans la région du Lac-Saint-Jean où n'a pas plutôt sa résidence, son domicile à Sherbrooke où elle étudie actuellement. Cela entraîne, selon les informations qu'on m'a fournies, certaines difficultés et une certaine frustration de la part de résidents du Lac-Saint-Jean qui considèrent qu'ils seraient mieux représentés par quelqu'un qui serait résident de la région. Est-ce que cette vérification peut être faite, M. le ministre?

M. Bertrand: Nous allons faire la vérification, M. le député de Louis-Hébert. J'avais en ma possession le rapport annuel 1982-1983 de Radio-Québec. Nous n'avons pas en main le rapport annuel de l'année 1983-1984 et vous comprendrez pourquoi: l'année budgétaire de Radio-Québec se termine le 31 mars 1984. En 1982-1983, les informations contenues au rapport nous indiquent que sont membres du comité régional M. Lucien Gendron, M. Jacques Cleary, Mme Laurence Bouchard, Mme Anita Martel, M. Raymond Rouleau, M. Gilles Simard et Mme Lily Tremblay.

M. Doyon: Dans le mémoire qui nous a été transmis par Radio-Québec, on indique que le service de la recherche de Radio-Québec n'a pas effectué de sondage en 1983. Est-ce qu'il y a une raison à cela? Quelle sorte de sondage a-t-on effectué quand on parle, par exemple, de prétests de matériel publicitaire pour 7100 \$ et un autre en collaboration avec l'indice de l'agence DDT, recherche formative. De quoi s'agit-il?

M. Bertrand: Je m'excuse, M. le député de Louis-Hébert. Pendant que je cherchais l'information que vous demandiez, j'ai manqué le début de votre question.

J'ai ici un document qui a été soumis au président-directeur général de Radio-Québec en date du 25 novembre 1983. Effectivement, à la page 20 de ce document, pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, nous retrouvons comme membre du comité régional le nom de M. Jean-Pierre Bhérer qui a probablement remplacé une des personnes qui siégeaient au comité régional avant. Nous allons faire des vérifications et nous assurer s'il est vrai que M. Bhérer habite maintenant dans la région de l'Estrie pour que les corrections soient apportées.

M. Doyon: Je vous demandais ceci. Relativement au service de la recherche de Radio-Québec qui n'a pas effectué de sondage, on indique dans le mémoire qui nous a été soumis par Radio-Québec qu'il y a eu des sommes dépensées dans ce qu'on appelle ici des prétests de matériel publicitaire destinés aux médias écrits en collaboration avec Multi-Réso Inc. On indique aussi qu'il y a eu une collaboration avec l'indice de l'agence DDT, recherche formative. J'aimerais avoir des éclaircissements concernant ces dépenses de fonds. De quoi s'agit-il exactement?

M. Bertrand: Je devrai passer la parole au président-directeur général de Radio-Québec puisque, dans nos discussions, je dois dire que le ministre des Communications ne va dans tous ces détails. C'est un de ces détails pour lequel peut-être le président-directeur général, M. Girard, peut vous apporter quelques éclaircissements. (22 heures)

M. Girard: De fait, avant de nous lancer dans une campagne publicitaire, nous vérifions quel peut être l'impact du matériel que nous utilisons et nous le faisons en passant des contrats avec certaines firmes privées. J'ai également devant moi le document que vous citez, prétests de matériel publicitaire destiné aux médias écrits; campagne 1983-1984 avec Multi-Réso; réaction des auditeurs face à la sexualité dans le cinéma télédiffusé et les autres collaborations que vous avez mentionnées. C'est une pratique que nous avons effectivement de tester préalablement la campagne.

M. Doyon: C'est fait par sous-contrat.

M. Girard: Oui.

M. Doyon: Une dernière question. Le ministre a mentionné tout à l'heure - je pense que M. Girard a dit la même chose - qu'il y avait un fort taux de satisfaction de l'auditoire en général en ce qui concernait les émissions d'information. En regardant les meilleures cotes d'écoute qui nous sont indiquées à la page 8 du mémoire de Radio-Québec, je m'aperçois que, finalement, les meilleures cotes d'écoute ne se trouvent pas aux émissions d'information proprement dites, mais plutôt aux informations de variété ou je ne sais pas comment les appeler, Passe-Partout, Les douze travaux d'Astérix, etc. Comment expliquez-vous cette haute satisfaction que vous prétendez qu'il y a vis-à-vis des émissions d'information et que, dans les faits, parmi les émissions les plus écoutées, ce ne soit pas ces émissions d'information qui aient la cote d'amour de l'auditoire?

M. Girard: Je pense que j'ai parlé du taux de satisfaction général à l'égard des émissions de Radio-Québec et que je n'ai pas fait de relations avec les émissions d'information en particulier. Les recherches qui sont faites par nos services de relations avec l'auditoire nous indiquent, comme nous le disons dans le document, que pour l'ensemble des émissions les personnes consultées se déclarent satisfaites à 89% de la qualité des émissions. Si nous prenons la liste qui apparaît à la page 8, nous constatons quand même que, pour les Lundis de Pierre Nadeau, il y a un auditoire-réseau de 408 000, pour Droit de parole, 383 000, pour Télé-service, 337 000. Évidemment, si on regarde la liste, on constate que la plus haute cote d'écoute est pour Les douze travaux d'Astérix. Je ferai remarquer qu'il s'agit d'un film présenté un soir à l'égard d'un public particulier, les enfants, et vraisemblablement durant la période de Noël, si ma mémoire est bonne. Cela n'est pas inhabituel dans une maison de télévision que d'avoir des sommets lorsque l'on présente un film particulièrement intéressant ou qui attire de façon spécifique une clientèle.

M. Doyon: En terminant, je voudrais remercier le président-directeur général de Radio-Québec pour les informations qu'il nous a fournies. Cela nous a permis de voir un peu plus clair dans cette boîte qui, quand même, coûte assez cher aux contribuables québécois, soit environ 55 000 000 \$, 56 000 000 \$ par année. Je pense qu'il est sain que nous puissions, une fois par année au moins, examiner d'une façon critique la façon de dépenser les fonds publics et je remercie le président-directeur général de Radio-Québec de nous avoir permis d'aller un peu plus loin dans la compréhension de cette institution québécoise qu'est Radio-Québec.

Le Président (M. French): Merci, M. le député de Louis-Hébert. Nous allons continuer jusqu'à 22 h 10, M. le ministre, puisqu'on a commencé dix minutes après l'heure. Je vais en profiter; il me reste cinq minutes, je ne veux peut-être pas les utiliser toutes. Cela fait maintenant trois ans que j'étudie les crédits du ministère des Communications et plus particulièrement de Radio-Québec qui a toujours eu plus que sa part d'attention lors de l'étude des crédits. J'aurais eu une foule de questions à poser. Je ne sais pas si c'est dans l'esprit de la réforme parlementaire, mais je me trouve souvent à céder la place à mes collègues, puisqu'ils ont tous des questions importantes à poser. Cependant, je voudrais dire un certain nombre de choses en tant qu'individu et non pas comme président de la commission de la culture parce que je ne parle pas nécessairement pour mes collègues.

Je voudrais dire, d'abord, que je trouve

les renseignements que nous avons cette année pour Radio-Québec extrêmement valables. Ils m'ont permis de clarifier un certain nombre de choses. Selon ce qu'on peut lire dans la documentation et selon ce qu'on a entendu ce soir - je crois qu'il est extrêmement important de le constater - à mon avis, les négociations en cours actuellement sont les clés de l'avenir pour Radio-Québec. Chaque fois que nous parlions des coûts de production à Radio-Québec, chaque fois que nous parlions, par exemple, des droits d'auteur, de la créativité, etc., on revenait toujours avec la convention collective en vigueur à Radio-Québec et on évoquait un passé plus ou moins heureux dans les relations de travail.

Si la nouvelle direction de Radio-Québec, avec l'appui du ministre, pouvait réussir à assainir cette atmosphère et à clarifier du côté du normatif, salarial, etc., un certain nombre de choses dont on ne parlera pas plus longtemps ce soir puisque les négociations sont effectivement en cours, nous pourrions vraiment espérer un nouveau départ à Radio-Québec, d'autant plus intéressant qu'il y a un certain progrès qui s'est fait déjà dans les conditions actuelles. On voit, d'ailleurs, que la convention collective n'était pas la clé de tout.

La deuxième priorité me semble la clarification du mandat. J'étais très heureux de voir que, malgré la tentation inévitable de continuer à augmenter sa cote d'écoute à travers les sondages du BBM, on n'y a pas cédé complètement puisqu'on peut absolument clarifier et même revenir à un mandat "instructionnel". Pour ma part, je voudrais dire que je serais prêt à voir la cote d'écoute plafonner ou même baisser si le mandat "instructionnel" s'exprimait de façon plus tangible dans la programmation de Radio-Québec. Je pense que c'est une chose qui n'a jamais été abordée de front et il est extrêmement important qu'on fasse l'expérience pour vrai cette fois-ci.

Tout en reconnaissant qu'il y a ailleurs dans le système d'autres mandats éducatifs, pour ma part le progrès qui se fait dans ce domaine invite, implore même Radio-Québec à y aller avec la liberté qu'il a, avec les ressources qu'il a, avec la créativité qu'il a et non pas d'attendre que toutes les politiques gouvernementales soient finalisées à la fine pointe des détails parce que, si on attend, on n'avancera jamais.

J'ai été intéressé, par exemple, par le lien entre le mandat "instructionnel", d'une part, et le marché, d'autre part, que faisait le président à un moment donné. On a beau dire que TV Ontario a un meilleur marché, un marché plus intéressant en anglais, je constate, cependant, que Radio-Québec achète les programmes éducatifs qui passent en français à TV Ontario. Ce n'est pas uniquement à cause du fait que le marché

anglais est plus intéressant - tout le monde est d'accord qu'il l'est - que TV Ontario a dépassé quelque peu, dans certains esprits, Radio-Québec dans certains domaines qui devraient être la force de Radio-Québec.

Je voudrais terminer en disant que, pour ma part, ce serait une tragédie que Radio-Québec se lance dans des activités d'actualité qui seraient en quelque sorte des miroirs des activités en actualité qui se font dans les autres postes francophones. À mon sens, on doit éviter à tout prix un bulletin de nouvelles traditionnel. Si Station Soleil est quelque peu l'inspiration de ce qui devrait se faire dans ce domaine, j'en suis. Mais si on veut faire notre propre téléjournal, on va causer un gaspillage d'énergie, de créativité et d'argent qui ne rapportera pas du tout. De ces temps-ci, le ministre parle beaucoup de fragmentation et, je pense, à bon droit, mais il ne faudrait pas que Radio-Québec contribue à cette fragmentation en essayant de faire concurrence aux gens qui sont déjà des professionnels, qui font cela depuis très longtemps, qui ont des ressources et des réseaux de correspondants, etc.

À Radio-Québec de trouver une façon de toucher l'actualité de façon neutre, de façon objective ou relativement objective, mais de s'y prendre de façon créative et peut-être à une autre heure de la journée, de s'y prendre avec un traitement peut-être plus informel, d'une façon, somme toute, radicalement différente des autres postes. Je pense qu'il y a quelques débuts intéressants dans ce domaine qui s'amorcent et je voudrais, tout simplement, les encourager, avec toute l'éloquence que je peux trouver, à ne pas imiter les autres chaînes pour ce qui est du bulletin de nouvelles.

J'aurais beaucoup d'autres choses à dire, mais je vois que le temps est épuisé. À moins que le ministre ne veuille dire quelques mots, il faut demander si le programme est adopté. M. le ministre, avez-vous quelque chose à dire avant qu'on termine?

M. Bertrand: Un mot très bref, M. le Président, pour dire que vous ne pouvez pas trouver allié ou complice plus fort que le ministre des Communications sur les dernières paroles que vous venez de prononcer relativement à ce que devrait être une couverture de l'information à Radio-Québec dans la perspective où on déciderait graduellement de s'intéresser à l'actualité ou à l'information quotidienne. Et, effectivement, puisqu'il s'agit ici de "l'autre télévision", ce doit nécessairement être une autre approche en matière de couverture de l'information quotidienne.

Le Président (M. French): Le programme 8 est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président (M. French): Nous ajournons nos travaux sine die. Merci, M. le ministre, M. le président de Radio-Québec, MM. et Mmes les fonctionnaires.

(Fin de la séance à 22 h 11)